

L'Indépendant Le 4ème Pouvoir

Journal Togolais d'Informations Générales d'Analyses Politique et de Publicité

express

CHRONIQUE / La répression attise la tension permanente

DOSSIER: Jeux et enjeux du pouvoir TOGO : A la croisée de l'alternance : Pacifique ou violente

P.3&5



Faure GNASSINGBE Chef de l'Etat togolais



Jean Pierre FABRE, Chef de file de l'opposition

UNIR vs CAP 2015 dans les rues

Gestion à double vitesse des manifestations

P.6



Les rues de Lomé ont été encore sollicitées le vendredi dernier par des manifestants : d'un côté l'opposition réunit au sein du CAP 2015 et de l'autre les mouvements et les associations proches ...

Autopsie du Football togolais

Eloigner les vampires pour refonder le football

4&6

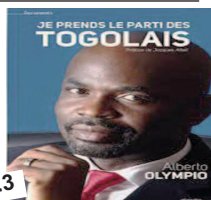


Gabriel AMEYI, Ancien Pdt de la FTF

Le sport roi togolais est depuis plus de huit ans maintenant livré à des dirigeants vampires qui n'ont que pour ambition première de le vider de ...

Alberto OLYMPIO a lancé son livre programme de société

Le Président du Parti des Togolais Alberto OLYMPIO a présenté officiellement la semaine dernière



SANTE SEXUALITE
La sexualité et la loi

L'actualité continue sur www.independantexpress.com

Lauréat du prix du meilleur article de lutte contre la corruption décerné par la LIT et la Banque Mondiale

CHRONIQUE

La répression attise la tension permanente

Le débat sur les réformes constitutionnelles et institutionnelles mobilise les esprits au sein de la classe politique au Togo. Ces réformes restent d'actualité à quelques mois de l'élection présidentielle de l'année prochaine.

Au sein des états major de l'opposition et du parti majoritaire, les calculs politiques ont commencé et surtout, on ne perd pas de vue ce qui s'est passé chez les voisins du nord même si les réalités ne sont pas les mêmes.

Deux marches croisées ont été organisées dans les rues de Lomé dont l'une par les associations affiliées à l'Union pour la République (UNIR) et l'autre par le Combat pour l'Alternance Politique (CAP 2015).

De l'avis des organisateurs, la première marche avait pour objectif de soutenir les institutions de la République.

Le CAP 2015 pour sa part réclame à travers sa marche, les réformes avant l'élection présidentielle de 2015.

Malheureusement, le pouvoir semble voir derrière l'objectif de la deuxième marche un objectif caché de « révolution à la burkinabè » bien que les organisateurs affirment haut et fort que leurs intentions étaient de démontrer par la mobilisation populaire que les Togolais veulent les réformes.

Le choix du palais de congrès, siège de l'Assemblée nationale, comme point de chute de la marche a été perçu par les autorités du pays comme un alibi pour l'opposition de tenter un scénario à la burkinabè alors que le contexte n'est visiblement pas le même.

La réaction des jeunes burkinabè à l'entêtement de l'ancien président Blaise Compaoré a été une réaction spontanée alors que ce que l'opposition togolaise a tenté une manifestation programmée.

Malgré le rapprochement qu'on peut faire par rapport au problème de dévolution du pouvoir politique, on ne peut pas faire d'amalgame entre ce qui s'est passé au Burkina et ce qui se passe au Togo.

On n'avait pas en réalité besoin de réprimer une pareille manifestation puisque de la même manière qu'on a pu disperser la foule avant qu'elle n'arrive au point de chute, on pouvait utiliser les mêmes moyens pour protéger les édifices au point de chute si les marcheurs venaient à s'attaquer aux lieux.

C'est une grave erreur pour les responsables de la sécurité du pays de recommencer par réprimer les manifestations.

Cela risque de faire monter vite la tension avant même la période électorale.

La répression risque de raviver les tensions si elles ne prennent pas garde.

Le problème de bastion de la résistance risque de refaire surface puisque le vendredi dernier, après la dispersion de la marche, le quartier Bè a vécu à nouveau la violence comme au pire moment des histoires électorales du pays.

Puisque depuis 2010 on travaille pour que les violences électorales qui déchirent le tissu social soient éradiquées, il est important qu'on ne pose pas les jalons de ce qui pourrait raviver les tensions.

Le Togo n'a pas besoin de ça. C'est frustrant que deux marches s'organisent le même jour et qu'une se déroule bien à son endroit choisi et l'autre se termine dans la répression.

Une gestion pareille des événements conduit à un sentiment de révolte et peut remettre en cause les efforts de réconciliation.

Le développement auquel le pays aspire ne sera pas possible s'il reste toujours dans une sorte de tension permanente.

Le Togo demeurera dans une crise permanente et n'attirera aucun investisseur.

Or le pays compte beaucoup sur des investissements importants pour atteindre son objectif de développement.

Si toute la classe politique est consciente que des réformes consensuelles sont importantes pour que le Togo avance, qu'attend-elle pour faire des concessions nécessaires pour passer à une autre étape de notre cheminement.

Si le président de la République reconnaît que la métamorphose qui s'opère ailleurs dans la gouvernance politique finira par s'imposer tôt ou tard au Togo, qu'attend-il pour inscrire son nom dans l'histoire ?

Réflexions

"C'est dans le mépris de l'ambition que doit se trouver l'un des principes essentiels de bonheur sur la terre."

Edgar Poe, *Le domaine d'Arneim*.

"J'appelle sage celui qui, tout innocent qu'il est, supporte les injures et les coups avec une patience égale à sa force."

Dhammadada

"Mariage. Cause de l'adultère et prologue du divorce."

L. Campion

"La politique est peut-être la seule profession pour laquelle nulle préparation n'est jugée nécessaire."

Robert Louis Stevenson.

Insolites

François Hollande a été pris en flagrant délit

La scène fait sourire au moment où Voici dévoile des photographies du président de la République et de Julie Gayet, à l'Élysée. En déplacement en Australie, François Hollande a été pris en flagrant délit de drague, rapporte RTL. La scène a été repérée par les équipes du Petit Journal de Yann Barthès et dévoilée le 20 novembre.

Le président de la République visite une usine Thalès. Alors qu'une jolie jeune femme brune vient lui présenter les antennes de flancs, le chef d'État semble visiblement plus intéressé par le parcours personnel de son interlocutrice.

"Vous avez fait quelles études ?"

"Ça fait combien de temps que vous êtes en Australie ?" demande-t-il. La jeune femme tente de poursuivre tant bien que mal ses explications sur les antennes de flancs des sous-marins. Mais le chef de l'État persévère. "À quel moment vous allez rentrer ?" "Vous avez fait quelles études ?" "Et comment on devient spécialiste du sonar alors ?"

Comme le souligne l'Express, la scène rappelle celle montrant Jacques Chirac en train de draguer sous le regard attentif de sa femme Bernadette et des caméras de Yann Barthès, en 2009, lors d'une visite en Corrèze. Sur la vidéo, on peut apercevoir l'ex-chef d'État en pleine tentative de drague alors que sa femme prononce un discours. Il réitère avec la même jeune femme, deux ans plus tard, au cours d'une exposition, et toujours devant les caméras de Canal+.

Expression du Jour

La carotte ou le bâton

L'incitation ou la menace.

La récompense ou la punition.

Origine

Pour commencer, posez un âne devant vous et tentez de le faire avancer. Bien entendu, il refuse.

Munissez-vous alors dans la main gauche, d'une carotte (une friandise pour l'animal) et dans la main droite, d'un bâton.

Pour le faire avancer, vous avez alors le choix entre :

Lui mettre la carotte sous le nez et la faire reculer au fur et à mesure que l'âne avance pour essayer de la croquer (dans ce cas, c'est l'incitation ou la tentation que vous choisissez) ;

Lui donner des coups de bâton (dans ce cas, c'est la menace ou punition que vous utilisez)

Cette expression est donc une métaphore. Elle est récente en France (1966) et n'est autre qu'une traduction littérale de l'anglais "the carrot or the stick" dont l'Oxford English Dictionary dit qu'elle date de 1948.

Exemple

« Donc, de Gaulle dissout la chambre, garde Pompidou, annonce les élections, et si ça ne suffit pas, il prendra d'autres mesures. La carotte ou le bâton. »

L'Indépendant
Le 4ème Pouvoir
Journal Populaire, Culturel et d'Opinion
d'Économie Politique et de Politique

Journal édité par l'Agence de
Communication et de Presse Internationale
(ACP INTER)

Siège Social: Rue Diamant angle rue de la
Continuité - Villa de la Fortune Qt
Adidogomé Wonyomé
BP 254 Lomé - Togo Tél 228 23 20 41 66

L'information est une vocation

Directeur Général

et **Directeur de Publication:**

Carlos Komlanvi KETOHO

Cel: (00228) 90 04 80 68 /

23 20 41 66

Secrétaire de Rédaction:

Andreas DAGAWA

Rédaction:

Carlos Keith's

Alfredo Philomena

Richard AZIAGUE

Sarah Jennifer

Rodolph TOMEHAG

Service Commercial

AYIKA Ekoué Teddy

91 91 25 20

Marketing et Distribution:

Dodji KETOHO

Maison de la Presse

Case N°1

PAO:

ACP INTER

AYIKA Ekoué Teddy

(Tél: 2320 41 66)

RECEPISSE N°0311/14/03/07/HAAC

www.independantexpress.com

DOSSIER: Jeux et enjeux du pouvoir TOGO : A la croisée de l'alternance : Pacifique ou violente

La liberté des peuples n'a jamais été aussi conquise et acquise dans l'histoire de l'humanité. Plus le monde évolue et connaît des mutations, plus les moyens de lutte pour la conquête de cette liberté se diversifient et prennent des dimensions à plusieurs échelles. La pression populaire ou la force armée fixée sur des rebellions, les ententes mutuelles forgées sur des accords, les révolutions de palais fondées sur les frustrations des hommes du pouvoir finissent par offrir aux peuples les jeux et les enjeux du pouvoir : le bon sens qui découle sur le changement pacifique non sans conséquences et le schéma apocalyptique qui provient de la déraison et démence politicienne mutuelle. Le Togo est à la croisée des chemins. Entre la volonté de conservation du pouvoir d'une part et la folie du changement d'autre part, se joue la carte de l'alternance : quelle sera la clé ? L'histoire offre des alternatives inédites. Analyse.

La rencontre samedi dernier à la sauvette entre le Chef de file de l'opposition togolaise, Jean Pierre Fabre et Faure Gnassingbé, le Chef de l'Etat, illustre assez aisément l'atmosphère contrariée et disproportionnée qui règne sur les forces politiques depuis l'éviction par la rue de Blaise Compaoré, désormais ex-Président du voisin Burkina Faso. Pour les peuples assoiffés de liberté, il s'agit d'une précieuse admiration pour la révolution burkinabè, celle qui en deux jours a réussi à déloger le locataire du Koysam qui régnait encore avec beaucoup d'allégresse et de jouissance zélatrice. Les peuples qui mettaient encore sous la faible probabilité le renversement du pouvoir par la rue ont été du coup galvanisés et excités par les événements au Burkina Faso.

Pour les gouvernants, c'est la panique à bord, caractérisée par les dispositions particulières susceptibles de créer la nette différence en la puissance Burkinabè et togolaise, ainsi que le distingué entre le peuple, l'armée et la société civile, meneurs de la chute au pays des hommes intègres et les équivalents au Togo. Mais la fébrilité a été perceptible face à la rapidité des événements et à l'annonce des manifestations dans les rues de Lomé. Conséquence, le pouvoir et ses démembrés se sont empressés d'organiser en parallèle une manifestation politique qui a drainé dans les rues de Lomé les plus insoupçonnées autorités. Députés à l'assemblée, directeurs généraux des sociétés d'Etat, ministres en fonction, femmes et jeunes du pouvoir, militants drainés des coins et recoins de la capitale et de ses environs pour soutenir une cause présentée par des observateurs comme fallacieuse : marche de soutien à la constitution et aux institutions de la République.

Cette formulation vient en réponse au motif de la marche annoncée du CAP 2015 qui exigeait les réformes, réformes institutionnelles et constitutionnelles consacrées par l'histoire politique du Togo et attendaient sempiternellement d'être opérées.

Du côté de l'opposition, la marche s'est terminée en queue de poisson. Les manifestations ont été bouclées et rapidement réprimées, devant une crainte réelle : la réédition du scénario burkinabè qui tait désormais possible dans

les mentalités des manifestants de Lomé. Du coup, il se pose l'équation du modèle d'alternance au Togo. La voie des urnes, la plus hypothétique, la voie des armes, la plus lointaines, la voie de la révolution populaire, la plus incertaine et la confusion autour des approches par voie de discussion et d'entente. Un autre postulat qui ne laisse aucune clé pour l'alternance. Un schéma atypique plutôt difficile à interpréter par les spécialistes des sciences politiques qui finissent par mettre le Togo dans tous les cas de schéma et aussi d'école.

La rencontre : loin d'une surprise

C'est curieux, le tollé provoqué

par la précédente rencontre entre Faure Gnassingbé et Jean Pierre Fabre, le Chef de file de l'opposition s'est nettement amenuisé dans la foulée de la rencontre de samedi dernier. Ceci pour des raisons évidentes : le mythe de l'adversité est déjà tombé, la précédente rencontre a décollé sur un dialogue qui n'a point fait bouger les lignes et les discussions ont porté sur les mêmes sujets : le chef de file de l'opposition a réitéré sa volonté de voir les réformes constitutionnelles et institutionnelles opérées comme promise. Un sujet qui a décollé sur plusieurs autres questions connues de tous, la question des incendies et les privilèges et droits de l'opposition, le tout chapeauté par les plaintes sur les répressions des manifesta-

suite à la page 5



Faure GNASSINGBE Chef de l'Etat togolais

"Je prends le parti des Togolais"

Alberto OLYMPIO a lancé son livre programme de société

Le Président du Parti des Togolais Alberto OLYMPIO a présenté officiellement la semaine dernière à Lomé son livre intitulé « je prends le Parti des Togolais ». Le premier candidat déclaré à la présidentielle de 2015 dévoile clairement à travers ce livre son programme de société.

Préfacé par Jacques ATALI, et publié sous la houlette d'Anne Véronique, cet ouvrage de 293 pages, retrace le parcours professionnel d'un jeune togolais du nom d'Alberto OLYMPIO. Son enfance, sa famille mais surtout expose son ambition pour son pays le Togo. Et par rapport à son pays le Togo, un chapitre du livre, intitulé « une ambition claire pour un Togo moderne » y est consacré.

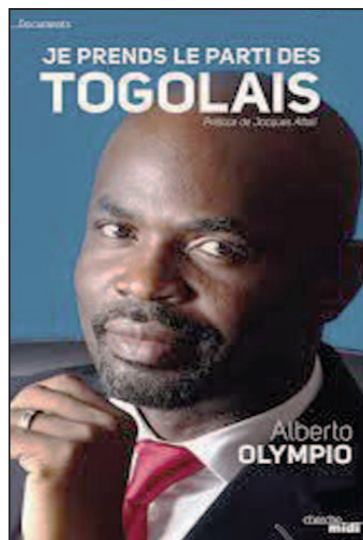
Là, Alberto OLYMPIO parle des institutions de l'Etat, de la justice, de l'administration, de l'armée et des forces de sécurité. Le PDG du groupe AXXEND propose une nouvelle feuille de route pour l'armée avec de bonnes conditions. Il fait aussi un crochet sur la liberté de presse, où Alberto OLYMPIO salut les efforts que fait la presse pour le développement économique et social. Le président du PT entend allouer

un fond spécial à la presse. L'ingénieur en informatique parle de l'économie, l'environnement en passant par la culture.

« Je veux un Togo moderne, résolument tourné vers l'avenir où les jeunes auront toute leur place, avec accès aux loisirs(...) un statut particulier sera instauré pour les artistes et aux hommes de culture », a souligné Alberto OLYMPIO.

Selon le Pr Kouakouvi Magloire, professeur à l'université de Lomé, l'ouvrage "je prends le parti des Togolais" vient « démentir ceux qui disent que les politiques togolais n'ont pas de projet de société pour le peuple ».

Et pour l'écrivain journaliste Fulbert SASSOU ATTISO, Alberto OLYMPIO est en train de faire la politique d'une autre manière : « je salue le courage d'Alberto



OLYMPIO et je le félicite pour l'innovation qu'il apporte dans la politique mais surtout au sein de l'opposition ».

Le rêve du président du Parti des Togolais une fois aux affaires, est de changer le vécu quotidien du Togolais ceci à travers la création d'emploi, une éducation assurée,

une assurance maladie etc... La présentation de ce livre, ne s'est pas seulement limitée à Lomé. Le président du PT a aussi montré son ouvrage à la population de Sokodé.

Alberto OLYMPIO a expliqué à la population de la région centrale les raisons qui l'ont poussé à écrire ce livre. Pour lui, c'est le fruit d'une inspiration sur le vécu quotidien des togolais.

Le programme d'Alberto OLYMPIO est certes dans son ouvrage. Mais en plus de cela, il va à la rencontre de son électeur pour le sensibiliser.

La région centrale était le quartier général de l'ingénieur et de toute son équipe la semaine écoulée.

Alberto OLYMPIO a sillonné le Tchadoudjo, pour y faire parvenir son message. La tournée de la région centrale n'est que la première partie de son vaste programme de sensibilisation sur toute l'étendue du territoire nationale.

Alberto OLYMPIO est candidat déclaré à la présidentielle de 2015.

Richard AZIAGUE

Autopsie du Football togolais

Eloigner les vampires pour refonder le football

Le sport roi togolais est depuis plus de huit ans maintenant livré à des dirigeants vampires qui n'ont que pour ambition première de le vider de son sang. De Rock Gnassingbé en passant par Tata Avlessi et aujourd'hui le natif de Womé Gabriel AMEYI, le football national n'a plus connu de moment de gloire. Crash à Lungui en Sierra Leone, l'attaque dans l'enclave de Cabinda, les coups bas entre dirigeants du football national. Les matchs truqués de Bahreïn, le choix d'entraîneurs incompetents avec un staff nul, la convocation des joueurs qui en plus de n'avoir aucun temps de jeu dans leurs différents clubs sont indisciplinés, ce qui explique les mauvaises prestations des Eperviers dans les compétitions. Le tout couronné par un ministère des sports qui n'existe que de nom. Aujourd'hui, les Eperviers sont une fois de plus éliminés d'une nouvelle CAN, et la responsabilité de tous ces acteurs y est engagée. Le football togolais est vraiment livré aux vautours. L'heure est à une réelle autopsie qui s'impose au football togolais et un véritable choix de nouveaux acteurs pour sa survie est plus qu'obligatoire...

Le football est ce qui reste aujourd'hui le dénominateur commun du Togolais puisque c'est la discipline qui réunit le plus les togolais. Mais il est indéniable de constater que le sport roi, ce football est ce qui est le plus livré à des dirigeants qui sont de véritables ignorants en matière de football. Et de ce fait, ils ne soucient point de la mission pour laquelle ils sont "élus". Ce qui impacte dangereusement aussi sur la prestation des joueurs qui a conduit à la lamentable élimination des Eperviers lors des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations 2015. La Fédération Togolaise de football est un éternel sac à problèmes pour le football togolais. Obligation de refonder.

La FTF, le poison du football national

Le malheur du football togolais a commencé au lendemain de la participation des Eperviers au mondial "Allemagne 2006". Aujourd'hui le cancer a véritablement rongé le nid des eperviers avec la venue de Gabriel Mawoulawoè AMEYI à la tête de la Fédération Togolaise de

Football en Novembre 2009.

L'ère AMEYI a été la pire du football togolais. Détournement de fonds, mauvaise organisation des championnats des différentes divisions (D1 D2 ou encore D3). Le successeur de Tata Adaglo AVLESSI à la tête de la fédération nationale de football, est l'un des présidents qui se sont illustrés dans la mauvaise gestion du football national. L'ancien député de UNIR a un très mauvais palmarès au sein de la FTF.

Pour résumer les indécidables financières de la FTF, il est important de rappeler que tous les fonds devant servir à redorer le blason du football togolais ont été purement et simplement dilapidés : **le Programme d'Assistance Financière** de la FIFA qui est évalué à un demi-milliard, les fonds qui doivent servir selon le projet à détecter les talents, à organiser les supers coupes de ligue et plein d'autres biens de la FTF n'ont servi à rien que des tournois fictifs et des activités d'apparence.

Dans la foulée de la mauvaise gestion, il a été noté que la FTF version AMEYI s'est donnée le luxe de se faire accorder un crédit de 148 millions de FCFA, sur un compte ouvert dans une banque dans l'ignorance des autres membres.

Pris la main dans le sac et n'ayant pas de preuves pour se défendre, le président de la FTF cria à une cabale organisée par ses adversaires visant à le déstabiliser.

Plus la peine ici de revenir sur les détournements de fonds des projets "Goals 2 et 3" de la FIFA puisque ces trois dernières années, Gabriel Améyi, a noyé le sport togolais.

Il a beaucoup brillé dans les détournements massifs des fonds alloués par la FIFA pour le développement du football togolais au point que la Commission des Finances de la FIFA lui a retiré la signature sur le compte bancaire dédié au projet Goal 2 et 3 de la FIFA.

A tout cela s'ajoute le détournement des centaines de millions de nos francs de la FIFA contre des dettes contractées à la BTCI au nom de la FTF et les autres créanciers.

L'une des scènes les plus indécryptables et répréhensibles offertes par Gabriel AMEYI est ce scandale, premier du genre dans l'histoire du football togolais, lors de la participation du Togo à la CAN 2013 en Afrique du Sud.

Le Président de la FTF en complicité avec un prestataire béninois a surfacturé les prix des chambres d'hôtel, de transport, des nourritures.



res. Il semble que les surfacturations constituent un sport favori chez le fils de Womé, en toute impunité.

L'organisation des matchs de premières divisions ont été aussi la démonstration de l'amateurisme. Le Président de la FTF a refusé de donner les 20 millions à chaque club de cette division pour l'organisation du championnat.

Ce malaise financier a eu pour conséquence la démission de certains membres du bureau qui ont refusé de cautionner le Président dans sa folle dérive. C'est le cas de Tino ADJETE.

Du coup le mandat de Gabriel AMEYI a été l'un des plus mouvementés de la FTF : Crise structurelle, manquement au code éthique, non respect des statuts, détournement des aides de la FIFA, corruption généralisée, délitement des championnats de Division 1 et Division 2.

Cette attitude est restée tolérée par le ministère en charge des sports qui porte aussi la responsabilité de la piètre prestation des Eperviers, et dans l'engouffrement du sport roi Togolais.

D'après les informations en notre possession, le ministère d'Angèle DJAKEY, ministère des sports a joué et continue de jouer un rôle négatif qui plonge davantage le football.

C'est par exemple le refus pour la Ministre de débloquer des fonds pour l'entretien du terrain où les joueurs doivent s'entraîner. Le ministère n'accepte pas non plus financer les matchs amicaux.

L'irrégularité du paiement des primes des arbitres ayant officié le dernier match Togo-Guinée incombe également au ministère des sports.

Une situation qui a failli salir une nouvelle fois l'image du football national. Il a fallu que certains joueurs mettent la main à la poche avant de pouvoir laver ce nouvel affront vis-à-vis des arbitres.

Autre paire de manches, les joueurs, censés être les ambassadeurs du pays, convoqués en équipe nationale pour défendre les couleurs du pays et avec l'argent du contribuable togolais. Ceux-ci dans la plupart des cas affichent une indiscipline notoire et un égo démesuré vis-à-vis des dirigeants. Chez certains joueurs, on ne voit pas de détermination, et l'esprit de sacrifice. Les relations entre certains joueurs et les

Ampliations :
1 FIFA
2 CAF
3 FTF
4 CNOT
5 Ministère des Sports et Loisirs
6 Membres FTF
7 Médias

suite à la page 6

DECLARATION DES CLUBS ET LIGUES, MEMBRES DE LA FEDERATION TOGOLAISE DE FOOTBALL (FTF)

Nous, membres de la FTF, réunis ce jour 20 novembre 2014 à l'hôtel MERCURE SAKAWA, après analyse approfondie de la situation du football togolais :

- 1 Constatons que le mandat du Bureau Exécutif sortant est arrivé à terme sans qu'aucun congrès n'ait été organisé, en violation des dispositions statutaires ;
- 2 Prenons acte que le congrès électif prévu pour renouveler le Bureau Exécutif n'a pu être non plus organisé ;
- 3 Prenons également acte de la fin statutaire du mandat du Bureau Exécutif sortant depuis le 04 novembre 2014.

En conséquence, décidons de ce qui suit :

1 – Nous, membres de la FTF, représentants la majorité qualifiée pour prendre des décisions, signataires du présent document, ne reconnaissons plus ni la qualité, ni la compétence, ni l'autorité du Bureau Exécutif sortant et de son Président à gérer les affaires de la FTF et à conduire le processus électoral ;

2 – demandons à la FIFA de nous accompagner dans la mise en place d'un organe chargé de conduire le processus en conformité avec les dispositions statutaires et à même d'en assurer la neutralité et la transparence, notamment :

- 1 la détermination du corps électoral ;
- 2 l'adoption du code électoral ;
- 3 l'élection des membres de la Commission Electorale ;
- 4 l'élection des membres de la Commission de Recours en matière électoral.

Ont signé : liste des signataires ci-jointe

Ampliations :
1 FIFA
2 CAF
3 FTF
4 CNOT
5 Ministère des Sports et Loisirs
6 Membres FTF
7 Médias

Jeux et enjeux du pouvoir TOGO : A la croisée de l'alternance : Pacifique ou violente

suite de la page 3

tions de l'opposition.

Comme pour scléroser l'histoire et respecter à la lettre les sujets débattus à la première rencontre, la réponse du Chef de l'Etat a été similaire à celle précédente. Celle qui consiste à renvoyer tous les sujets d'ordre institutionnel et constitutionnel à l'assemblée Nationale.

Tout se passe comme si le Togo était dans le bain d'une démocratie normalisée où l'assemblée pourrait jouer pleinement son rôle ainsi que toutes les autres institutions pourraient jouir de leur indépendance et de leur autonomie, contrairement aux ingérences politiques diverses qui les minent. Aujourd'hui, c'est le goût amer d'une suite réservée à la requête des réformes introduite à l'assemblée nationale. Une requête déjà rejetée par cette assemblée, qui désavouait le gouvernement de la majorité qui avait voté contre. Le Togo est donc à la croisée des chemins face au contenu des lois introduites à l'assemblée dont les principales se résument à deux : Le mode de scrutin et la limitation de mandat. Deux couleurs qui seront sans nul doute difficiles à avaler par la majorité qui voit en ces dispositions l'arme fatale pour son suicide. Ceci revient à croire à situation ambiguë et à penser à une difficile satisfaction de l'aspiration du peuple à l'alternance. Les dés sont donc jetés, le balai du revers de la main, la poire en deux, les appréhensions diverses, et du pouvoir et de l'opposition, les compréhensions mutuelles des deux parties pourront juguler l'épineuse question des réformes et mettre en confiance face aux solutions extrêmes. Le chemin de l'alternance est donc fixé sur l'énergie de sphinx.

Les jeux et les enjeux



Jean Pierre FABRE, Chef de file de l'opposition

Les interventions de part et d'autre des protagonistes de la crise togolaise convergent vers des aspects sur lesquelles les acteurs s'adonnent à un dialogue de sourd.

L'opposition togolaise pense que la démocratie dans les regroupements régionaux a assez évolué. Elle se débarrasse des considérations confuses et flouées à dessein pour se donner des lignes directives assez claires : la limitation de mandat, deux de 5 ans dans la plupart des cas, et le mode de scrutin à deux tours.

Le Togo est dans un cas d'école assez spécial. La constitution votée en 1992 au moment où feu Gnassingbé Eyadéma était ébranlé par le vent de la démocratie a cédé ces deux dispositions qui ont été rattrapées très vite par le pouvoir renforcé du Général. C'est donc ces deux dispositions qui constituent la pomme de discorde entre les protagonistes.

La pomme de discorde

Sur la question de limitation de mandat, le pouvoir pourrait être disposé à céder mais pas à la condition de l'opposition : celle de l'effet immédiat qui met automatiquement sur la pente de départ Faure Gnassingbé qui a déjà bouclé deux mandats de cinq ans. Une partie de l'opposition moins radicale est même disposée à accepter une dernière candidature de Faure Gnassingbé pour 2015, à condition que le président prenne l'engagement solennel de ne plus bousculer les candidats en 2020 au cas il est élu. Là encore, cette opposition a d'autres règles du jeu : à condition également que le scrutin se déroule dans de très bonnes conditions, une condition qui rassure plus les partis d'opposition à emporter l'élection face au

candidate du pouvoir en place.

Autre nœud gordien est donc le changement du mode de scrutin qui pour l'opposition devrait être à deux tours.

C'est une condition suicidaire pour le pouvoir de voir l'opposition se réunir autour d'un candidat à un quelconque deuxième tour pour le battre et venir au pouvoir, rien que par les élections. De la mer à boire.

A côté de toutes ces contingences, se pose une autre équation qui devrait couper la poire en deux.

Le pouvoir politique serait disposé à céder à la limitation de mandat sans application immédiate, mais au deux modes de scrutin à effets immédiats. Là se pose une question de jurisprudence qui présente une loi qui bénéficie d'une application immédiate et d'une autre qui n'en bénéficie pas.

C'est donc l'histoire d'une confusion politique totale qui constipe les veines et les artères des réformes constitutionnelles et qui asphyxie gravement toutes les

chances d'une alternance.

Ce qui fait dire aux acteurs les plus avertis qu'il faut tout simplement, prendre un élan courageux et salvateur pour dénouer la situation politique très minée par les jeux et les enjeux aux variables inconnues.

La clé de l'alternance se retrouve donc finalement entre les mains de la raison, si elle existe en politique.

Si elle n'existe pas, l'opposition qui est aujourd'hui convaincue qu'un déclin aussi banal soit il pourrait changer radicalement les données, se résout, à défaut d'obtenir des garanties claires de la part du pouvoir d'affûter ces armes et de déclencher ce déclin par tous les moyens sans calcul des conséquences.

L'autre formule serait pour le pouvoir, déjà paniqué comme tous les autres pouvoirs qui résistent au changement après la révolution Burkinabè de créer les conditions de consensus autour de la requête de l'opposition sur les réformes afin d'être épargné par les solutions extrêmes qui finissent par inverser les rapports de forces.

C'est vrai, l'armée togolaise n'est pas l'armée burkinabè, la société civile togolaise n'est pas celle burkinabè, le peuple togolais n'est pas le peuple burkinabè, l'histoire politique togolaise n'est pas celle burkinabè, mais dans les mêmes conditions de la volonté des peuples de s'affranchir des dirigeants, dans les mêmes conditions des pouvoirs de résister aux pressions populaires, les mêmes causes produisent les mêmes effets. Ça passe ou ça casse, en faveur du peuple ou du pouvoir et dans les deux cas les dégâts ne sont pas en faveur de la nation qui est la propriété commune.

Pourquoi le bon sens de part et d'autre ne devrait pas prédominer ?

« Oh Marie Conçue sans péchés, priez pour nous qui avons recours à Vous ! »

Carlos KETOHOU

**Abonnez-vous et lisez
L'Indépendant Express
tous les mardis
Pour toutes vos annonces
et publicités, appelez
le 2320 41 66/9191 25 20**

L'information instantanée sur votre mobile

ACP-INTER

SMSINFO.ACPINTER.NET

SmsInfo, C'est gratuit et ça le restera toujours

UNIR vs CAP 2015 dans les rues

Gestion à double vitesse des manifestations

Les rues de Lomé ont été encore sollicitées le vendredi dernier par des manifestants : d'un côté l'opposition réunie au sein du CAP 2015 et de l'autre les mouvements et les associations proches du pouvoir. Les objectifs étaient diamétralement opposés. Le CAP 2015 réclamait les réformes et UNIR demandait le respect des institutions de l'Etat en passant par le soutien de sa politique. Les issues de ces deux manifestations sont contraires et ceci comme on pouvait s'y attendre. Feu vert pour la marche des mouvements satellites de UNIR et carton rouge pour le CAP 2015. Rouge comme le sang qui a encore coulé le vendredi dernier. La marche du CAP a été tout simplement et de manière sanglante réprimée par les forces de sécurité ainsi que des militaires spécialement déployés pour l'occasion. Gaz lacrymogènes contre jets de pierres, courses poursuites, des blessés graves et des interpellations sont enregistrées. De la barbarie, c'est ainsi que, les observateurs ont qualifié la répression de la marche du CAP 2015 du 21 novembre 2014...

Véritable démonstration de force le vendredi dernier dans les rues de la capitale. L'Union pour la République UNIR d'une part et le Combat pour l'Alternance politique en 2015 de l'autre. Le parti UNIR et ses acolytes ont déployé les "grands moyens" pour converger les gens vers lui. Contre la somme de 2000f CFA et un T-shirt, le tour était joué. Une marche qui n'avait pas selon l'opposition sa raison d'être, a finalement chuté à la plage en face de l'ancienne présidence. La plus grande attraction de cette journée et qui probablement a fait sans doute peur au pouvoir malgré les tentatives d'intimidation, est la monstre mobilisation des partisans, militants et sympathi-

sants de l'opposition réunie au sein du CAP 2015. La population et les militants de l'opposition aux cotés du CAP 2015 ont réclamé les réformes constitutionnelles, institutionnelles et électorales. Tout a bien commencé avec comme point de départ le rond point de Bè d'où est parti le cortège avec à sa tête les responsables du CAP 2015 : (J.P. Fabre, Brigitte Adjmagbo, Gerry Taama, Bassabi Kagbara etc.). Premier fait majeur à souligner lors de cette manifestation du CAP 2015, c'est le chef Aklassou de Bè qui rejoint la manifestation, une adhésion de poids confirmée par celle de Zaina BODJONA, épouse de l'ancien ministre d'Etat Pascal BODJONA jeté en prison.



Un cordon de la police

Incident de parcours, des jeunes qui invités et commandités pour perturber la manifestation de l'opposition ont été maîtrisés par les responsables de la sécurité du CAP. Du Boulevard Houphouët Boigny au boulevard circulaire, la marche n'a pas connu de problème. Le clash s'est produit au niveau de la direction générale de Togo Cellulaire où les manifestants sont tombés sur un véritable arsenal des forces de sécurité. Le point de chute, qui était l'esplanade du palais des congrès n'a plus été autorisé. La manifestation a pris une nouvelle tournure, celle qu'était prévue.

La tension était montée d'un cran, les manifestants très déterminés ont tenté de forcer le passage, chaude dispute entre manifestants et forces de sécurité. Toutes les conditions étaient ainsi réunies pour une énième répression, le contrôle n'y est plus, place donc aux chargements. Gaz lacrymogènes, bâtons et jets de pierres ont repris services. Courses poursuites dans les artères de la ville. Pneus brûlés, barricades et véritables échauffourées, c'est le menu de la journée de vendredi dernier pour les militants du Combat pour l'Alternance Politique en 2015. Et toute cette journée de vendredi, le quartier Bè a été le théâtre

des affrontements occasionnant ainsi des blessés et des interpellations parmi les manifestants. D'après les observateurs, il a été constaté un déploiement des militaires sur le terrain pour le maintien de l'ordre. Ils étaient bien armés et visiblement excités. Ceux-ci, ne voulant rien comprendre ont réussi à interdire aux journalistes de prendre des images. Pendant que UNIR et ses démentements passent de bons moments à la plage de Lomé, des responsables et militants du CAP essayaient des coups de grenades lacrymogènes et des bâtons. La répression est le seul canal du pouvoir pour étouffer une manifestation, mais cela n'est pas sans effet sur ceux qui l'exercent. Le prix de la répression... Pour les responsables du CAP, c'est inadmissible que ce pouvoir puisse se comporter de la sorte. Pour d'autres le pouvoir de Faure Gnassingbé montre jusqu'où il peut tomber si bas. Que ce soient les partis politiques de l'opposition, les organisations de défense des droits de l'homme, ou encore autres associations hostiles au pouvoir, la répression s'invite. Selon eux, les pays qui utilisent la répression comme mode opératoire finissent, par tomber sous le coup des manifestations. L'expérience du Burkina Faso où le pouvoir de Blaise Compaoré a été renversé par la rue est encore vivante dans les esprits. Selon Me Zeus Atta Mensah AJAVON, coordonnateur du CST, « les manifestations de rue continueront jusqu'à ce que les réformes ne soient opérées ». « Pourquoi ne pas respecter le peuple et les textes qu'il s'est voté lui-même afin d'avoir une chance de rentrer dans l'histoire en sortant par la grande porte. On peut réprimer un peuple tout le temps, on peut aussi réprimer tout le peuple un temps mais il est impossible de réprimer tout le peuple tout le temps », a confié un manifestant très en colère. « La grande question qui se pose est pourquoi le pouvoir refuse de faire les réformes ? » confie un autre qui est prêt à participer aux prochaines manifestations. La population, sur invitation de l'opposition, sera encore dans les rues de Lomé le vendredi 28 novembre prochain et cette fois pour répondre à l'appel des Organisations de Défense des Droits de l'Homme. L'objectif, une fois de plus, est aussi de réclamer les réformes avant la présidentielle de 2015. UNIR annonce encore marcher ce même vendredi, et sur l'aboutissement et les contours des manifestations, la tension est encore vive.

Richard AZIAGUE

Richard AZIAGUE

Autopsie du Football togolais

Eloigner les vampires pour refonder le football

suite de la page 4
entraîneurs laissent à désirer, ce qui affaiblit la chance de gagner.

Tchanilé Tchakala, DEMISSION

Après le départ de Didier SIX, le ministère des sports a annoncé le choix d'un nouvel entraîneur pour continuer le travail du "technicien" français. Et pour le choix, un comité d'étude de dossier a été mis en place par le ministre des sports. Après plusieurs jours passés à Noté, le comité chargé de choisir le nouvel entraîneur sort définitivement son nom : Tchanilé TCHAKALA. Il est fait beaucoup de reproches à cet entraîneur : Il ne semble pas maîtriser ce pourquoi il est appelé, il ne communique pas comme il faut, il convoque en majorité des joueurs qui n'ont aucun temps de jeu dans leurs clubs, pire, Tchanilé TCHAKALA fait appel à des joueurs de championnat bas et peu crédibles alors qu'au même moment, il y a des jeunes joueurs locaux qui attendent de se faire valoir. D'après les techniciens du foot, l'entraîneur togolais ne maîtrise

pas de fond de jeu, ce qui fait de son arrivée à la tête de l'équipe un véritable gâchis. La preuve, six sorties officielles de l'équipe nationale sous la houlette de Tchanilé TCHAKALA ont suffi pour exposer aux yeux du monde, les tares de l'entraîneur : quatre défaites, "deux victoires". Douze (12) buts encaissés contre sept (7) marqués, 6points obtenues sur 18. Tchanilé TCHAKALA n'est pas arrivé au bout de sa mission, celle de qualifier les Eperviers pour la CAN 2015. La démission devrait être obligatoire. C'est prévisible qu'en faisant le choix aussi hasardeux, les Eperviers du Togo, ne pouvaient pas voler. D'après des indiscretions, des magouilles et la corruption ont motivé le choix de cet entraîneur c'est pourquoi il agit en toute impunité. Aujourd'hui, la maison du football togolais est plus que sale. Gabriel AMEYI en fin de mandat continue de gesticuler dans le forçing pour remplir un second mandat. Les dirigeants des clubs constatent sa fin de mandat et le vomissent. Ils ont interpellé la FIFA qui devrait se reviser et faire éviter le pire dans la mise en place d'un comité transitoire. Les acteurs doivent prendre au sérieux le problème et trouver des

solutions fiables à cette incessante pagaille au sein du football togolais. D'où l'obligation de la formule de "la personne qu'il faut, à la place qu'il faut". Qui peut diriger le football togolais ? Quelle carrure et avec quel programme ?

Portrait robot et profil

Le football togolais a déjà assez souffert des affres de personnalités qui devraient être disqualifiées pour la prochaine élection. Il s'agit des anciens membres des anciens bureaux respectifs qui se sont rendus complices de toutes les dérives. Les acteurs du football devraient donc s'accorder sur ce minimum. Le prochain président devrait être l'homme qui n'a pas été trempé ou impliqué dans tous les excès énoncés. Il devrait être un bon manager, qui a fait des preuves dans un club ou un autre. Il ne devrait pas confondre sa poche et ses affaires au budget de la FTF mais donner la preuve qu'il est homme qui a réussi, tant dans ses propres activités que dans ses relations. L'humilité, le respect de l'autre, le partage, l'écoute et le sens de la

créativité et de l'innovation pour le bonheur du football devraient être son crédo. Parmi les hommes qui s'agitent aujourd'hui, il est important de trouver et d'élire celui qui répond à ces critères universels de leader. Dans les années passées, le Club d'Agaza de Lomé a connu une éphémère gloire qui a permis à l'époque au Président de ce club de lancer AGAZA au piédestal de grands clubs. On se rappelle, il avait réussi à engager des partenariats entre AGAZA et des grands clubs occidentaux avec des projets de centres d'entraînement et de formations de jeunes joueurs. Le dirigeant à l'époque, présenté comme un manager gagnant avait de l'ambition qui n'était pas allé jusqu'au bout. A la tête de la prochaine FTF, il faut un Président de ce prototype, qui a de la vision pour le football. Un homme qui fera épanouir le football et l'image du Togo. C'est pourquoi, tous les acteurs du football sont conviés à ne plus commettre d'erreur pour laisser le football togolais entre les mains de personnes peu scrupuleux, à l'image de Gabriel AMEYI.

Santé & Sexualité

La sexualité et la loi

Première partie

Consentement

Le consentement à toute activité sexuelle doit être donné librement. Le consentement ne peut être donné par une personne intoxiquée, inconsciente ou autrement considérée comme étant incapable de le faire. Par ailleurs, on ne peut considérer que le consentement a été donné librement si la personne est sous l'effet de menaces à sa sécurité personnelle ou de menaces de tort à d'autres personnes. Dès que l'activité sexuelle est entreprise, la personne consentante peut changer d'idée en tout temps et l'indiquer soit verbalement, soit physiquement. Non veut dire, même dans le cas du consentement initial à une activité sexuelle.

L'âge du consentement

L'âge du consentement fait référence à l'âge auquel les gens sont en mesure de prendre leurs propres décisions en ce qui concerne l'activité sexuelle. Au Canada, l'âge du consentement est passé de 14 à 16 ans en 2008, à l'adoption de la Loi sur la lutte contre les crimes violents. Cependant, quelques exceptions à l'âge du consentement demeurent. Les personnes non mariées de moins de 18 ans ne peuvent consentir au sexe anal. Une personne de moins de 18 ans ne peut consentir légalement à avoir des relations sexuelles avec une personne en position d'autorité comme un enseignant, un fournisseur de soins de santé, un entraîneur sportif, un avocat ou un membre de la famille. En outre, un enfant de 12 ou 13 ans peut consentir à une activité sexuelle avec une autre personne de moins de deux ans son aîné. Il existe également une disposition exemptant les partenaires qui ont moins de cinq ans de différence entre eux, qui signifie que les jeunes âgés de 14 ou 15 ans seront en mesure de consentir à des activités sexuelles avec des partenaires de moins de cinq ans leur aîné.

Bon nombre de personnes s'inquiètent du fait que l'augmentation de l'âge du consentement pourrait faire en sorte que les jeunes seront moins portés à poser des questions sur la santé sexuelle et à se faire traiter. Les défenseurs des droits sexuels des jeunes avancent que la criminalisation de la sexualité ne constitue pas un moyen efficace d'aborder les questions d'abus et d'exploitation, et que le fait d'augmenter l'âge du consentement entraînera les jeunes à négliger leur santé sexuelle en raison des craintes de représailles légales.

Le sexe anal

Le Code criminel du Canada stipule que les personnes de moins de 18 ans ne peuvent pas s'engager dans une relation sexuelle anale, sauf s'ils sont légalement mariés. Pour ceux de plus de 18 ans, une relation sexuelle anale est légale seulement si elle est pratiquée par deux adultes consentants en privé. Cette section du Code criminel est déclarée inconstitutionnelle par les cours d'appel fédérales, ainsi que par les cours d'appel de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et du Québec. Les tribunaux dans ce cas ont réglé que l'âge du consentement plus élevé pour les relations sexuelles anales que pour les relations sexuelles vaginales est discriminatoire envers les homosexuels et viole la Charte canadienne des droits et libertés.

Tant que le Code criminel demeure inchangé, la possibilité que les gens puissent être incriminés pour cette offense est toujours en vigueur. Par conséquent, les activistes en faveur des droits des homosexuels plaident en faveur d'un âge du consentement uniforme pour les relations sexuelles tant vaginales qu'anales. Les activistes se sont aussi objectés au fait que le sexe anal est la seule activité sexuelle dans le Code criminel qui est limitée à deux partenaires consentants.

Leurre d'enfants par Internet

En 2002, le crime de leurre d'enfants par Internet a été ajouté au Code criminel du Canada. Cela signifie qu'il est illégal d'utiliser un ordinateur pour communiquer avec un adolescent de moins de 16 ans ou un jeune présumé avoir moins de 16 ans aux fins d'organisation d'une activité sexuelle ou d'encouragement à une offense sexuelle. Pour les offenses sexuelles mettant en jeu la prostitution, la pornographie, le sexe anal ou le sexe avec une personne en position d'autorité, l'âge du consentement est de 18 ans. L'accusé ne pourra invoquer comme défense qu'il croyait que l'adolescent avait plus de 16 ans ou 18 ans, selon l'offense, à moins qu'il n'ait pris toutes les mesures nécessaires pour confirmer ce fait.

Bouffée de rire

Deux blondes rebelles et fauchées décident de braquer une banque.

Pamela, la plus expérimentée, explique son plan en détail à Betty, la novice. Le jour même, les deux blondes se retrouvent dans leur voiture, devant la banque, avec le moteur qui tourne.

Pamela dit à sa comparse :

- Betty, je veux être sûre que tu as bien compris le plan, parce que je ne serai pas dans la banque avec toi pour te dire ce que tu dois faire : tu ne dois pas rester plus de trois minutes dans la banque. C'est d'accord ?

- J'ai parfaitement compris, répond Betty.

Betty entre alors dans la banque, pendant que Pamela attend au volant de la voiture.

Une minute passe... deux minutes... Dix minutes, et toujours pas de Betty en vue.

Finalement, au bout de quinze minutes, Betty arrive, traînant laborieusement derrière elle un coffre-fort entouré de plusieurs tours de corde.

Après quelques secondes au bout desquelles les deux filles parviennent, tant bien que mal, à placer le coffre-fort à l'arrière de la voiture, le vigile de la banque fait irruption hors de l'établissement, avec bien du mal cependant, car il a le pantalon et le caleçon baissés sur ses chevilles.

Au moment où il est enfin prêt à faire feu sur les deux blondes, leur voiture est déjà loin !

Au volant, Pamela s'énerve :

- T'es vraiment une blonde, toi ! Je pensais que tu avais compris le plan !

- Mais... Bien sur que oui, j'ai compris ton plan. J'ai fait exactement ce que tu m'as dit !

- Pas du tout, espèce d'idiot ! J'avais dit l'INVERSE : Pompe le FRIC et ligote le GARDE.....!!!

Terrain de Jeux

Jeu n°183: Adulte

			7			3		
	5		3	4				
8	6		2			1		
2	7		8			5		
5	4				7	8		
		6		3		4		
			6	1			8	
					4			3

Jeu n°183: Enfant

				4	1			
3	1	5						
4		3	1	5				
					6			
2		4						

Sudoku : Règle du jeu

Le sudoku est une mini grille de 6 cases sur 6, elle-même divisée en 6 blocs de 3 cases sur 2. Le but du jeu est de la remplir avec les lettres de 1 à 6 de manière que :

- chaque ligne contienne toutes les lettres de 1 à 6 ;
- chaque colonne contienne toutes les lettres de 1 à 6 ;
- chaque bloc de 3 x 2 contienne aussi tous les lettres de 1 à 6.

Sudoku : Règle du jeu

Le sudoku est une grille de 9 cases sur 9, divisée elle-même en 9 blocs de 3 cases sur 3. Cette grille contient déjà quelques chiffres. Le but du jeu est de la remplir entièrement avec des chiffres allant de 1 à 9 de manière que :

- chaque ligne contienne tous les chiffres de 1 à 9 ;
- chaque colonne contienne tous les chiffres de 1 à 9 ;
- chaque bloc de 3 x 3 contienne tous les chiffres de 1 à 9.

Solution jeu n°182: Adulte

7	6	5	4	8	3	1	9	2
4	9	2	6	1	7	3	5	8
3	8	1	9	2	5	6	4	7
1	2	9	7	3	6	4	8	5
8	4	6	1	5	2	7	3	9
5	7	3	8	9	4	2	1	6
2	3	7	5	4	8	9	6	1
9	5	4	2	6	1	8	7	3
6	1	8	3	7	9	5	2	4

Solution jeu n°182: Enfant

3	2	5	6	1	4			
6	5	4	1	2	3			
1	4	3	2	5	6			
5	3	2	4	6	1			
2	6	1	3	4	5			
4	1	6	5	3	2			

Pharmacies de Garde

Du 24/11/14 au 01/12/14

- CENTRE** (face SGGG) 22 21 83 30
SANTE Près de NOPATO 22 21 58 41
KPEHENOU Bd HOUPHOUET-BOIGNY 22 21 32 24
BON SAMARITAIN Hôpital de BE 22 21 45 30
ESPERANCE Av F.J. STRAUSS, Face Ecole Française Nyékonakpoé (Rue Adjolo) 22 21 01 28
PATIENCE Tokoin Gbadago 22 21 60 94
BON SECOURS Rue du Grand Collège du Plateau - Cassablanca 22 20 76 30
ROBERTSON Après la Lagune de Nyékonakpoé (TOGBATO) 23 20 61 11
YEM-BLA face à la Résidence 22 26 76 51
AEROPORT Rte de l'Aéroport SITO 22 26 21 22
INTERNATIONALE Sise Marché de Hedzranawoe "Asiyeye", Bd du Haho 22 26 89 94
KOUSSAN Face du stade de Kegué 23 20 04 57
KLOKPE Derrière la Foire Togo 2000 - Quartier Atiégo 22 61 42 42
UNION Boulevard Malfakassa, face crèmerie
BAMUDAS - BE KPOTA 22 27 71 64
CHRIST ROI Kagomé 22 27 46 66
CITE Bd. du 30 Août 22 25 01 25
EPIPHANIA Rue de La Pampa, Carrefour AGBE-MADON, ADIDOGOME 23 20 10 52
HOSANNA Rte de SEGBE - Carrefour Sagbado-Adidogomé côté rue Sémékonawo 22 51 50 49
SOLIDARITE Rue Avédji vakpissito - Près de la Station Total Toti 22 50 37 07
MATHILDA Route PATASSE - Lomégan - ODEF 22 51 15 34
CONFIANCE Face GTA 22 42 43 81
ORCHIDEE LLEO 2000 22 47 42 87
ADONAI Face Hôtel la Plantation à Agoè-Nyivé 22 50 04 05
CHARITE côté du CEG d'Agoè-Nyivé 22 25 12 60
SHALOM Agoè-Cacavelli, non loin de BKS. Sur la route Agoè-Adidogomé 22 51 87 60
EMMAUS Sur la route de Mission Tové à côté du Bar Solidarité 22 51 29 19
AVEPOZO A côté de la place publique d'avepozo 22 27 04 86
LE DESTIN A côté de l'Agence ECOBANK de Baguida 22 41 15 41

Ne fermons pas les yeux...!
LE RISQUE EST RÉEL



Ministère du Commerce
et de la Promotion du secteur Privé

